

Me Apevon et son parti souhaitent une dissolution de l'Assemblée Nationale

Une nouvelle Assemblée Nationale « inclusive et plus représentative » pour des questions d'intérêt national. C'est l'une des recommandations formulées par les Forces Démocratiques pour la République (FDR) à l'issue du conseil national tenu le samedi 5 décembre dernier à Lomé.

Pour maître Dodji Apevon et ses pairs, le Togo n'est pas une démocratie, mais une véritable dictature incarnée par une minorité. À cet effet, le parti invite donc la classe politique de l'opposition à faire bloc pour relancer le débat national afin d'aboutir à la dissolution de l'Assemblée Nationale.

« Le Togo paraît une démocratie alors qu'il n'en est pas une. Il s'agit d'une véritable dictature incarnée par une minorité qui impose constamment sa volonté à la majorité », précise la déclaration du parti.

Pour corroborer cette hypothèse, les FDR estiment que la liberté de manifestations est quasi interdite au Togo à travers une loi adoptée par une Assemblée Nationale dite « Illégitime ».

Le parti de l'opposition n'a pas du tout oublié de revenir sur les soubresauts de la dernière élection présidentielle. Il qualifie ce dernier scrutin de « farce » et est organisé par une commission électorale dite « figurative » bref « une machine à fraudes au profit du candidat au pouvoir ».

« Cette élection, au regard des conditions scabreuses dans lesquelles elle a été organisée, constitue une véritable atteinte à la démocratie et à la souveraineté du peuple

Togolais. Eu égard à tout cela, nombreux sont les concitoyens qui ne croient plus aux élections et qui pensent qu'il faut recourir à d'autres moyens; ce qui est dangereux pour notre avenir commun », lit-on dans la déclaration

Les FDR sont revenues également sur les sujets liés à la constitution. Pour ces derniers, le pouvoir a déserté des réformes constitutionnelles et institutionnelles tant souhaité par l'Accord Politique Global (APG) d'août 2006.

Face à ce triste tableau, les FDR concluent que « le pays ne connaîtra pas la paix véritable avec cette situation ».

Est-il évident de dissoudre en Afrique, une Assemblée Nationale dont la majorité est détenue par le parti au pouvoir ?